

tution surannée à laquelle on peut surtout adresser ce trop juste reproche qu'en plein dix-neuvième siècle, lorsqu'on veut faire le bien, lorsqu'on a des intentions loyales, il n'est pas besoin de se cacher.

## CHAPITRE X

Nous allons esquisser à grands traits les événements militaires qui, se produisant parallèlement alors, n'allaient pas tarder à dominer les événements politiques.

Après les premières défaites qui avaient forcé les troupes de la Commune à se renfermer dans l'enceinte de Paris, au lieu de prendre l'offensive et de marcher sur Versailles, comme elles l'avaient cru et espéré d'abord, un temps d'arrêt s'était produit dans les attaques de l'armée de Versailles, et ce temps d'arrêt, la Commune en avait profité pour faire croire à ses succès et publier des bulletins de victoire, dont la population parisienne n'a

point perdu le souvenir. Les choses étaient pourtant assez faciles à expliquer.

Le chef du pouvoir exécutif n'avait pas supposé d'abord qu'il eût affaire à un nombre d'insurgés aussi considérable qu'il l'était en réalité, grâce à la terreur que commençait à inspirer la Commune, et aussi à la présence d'un groupe d'étrangers plus important qu'on ne l'aurait supposé d'abord.

Le gouvernement de Versailles, désireux de ménager le plus possible le sang du soldat, et préférant ne frapper que des coups certains, avait dû, d'après les conseils des généraux, en venir à l'idée d'un investissement et d'un siège dans toutes les règles de l'art militaire. Un assaut, dans les conditions données, était impossible en effet, et, eût-il été possible, demandait un nombre de troupes beaucoup plus considérable que les quarante mille hommes dont on pouvait disposer alors. Il fallait reconstituer toute une armée, chefs et soldats, et, pour parvenir à ce but, il était malheureusement nécessaire de s'adresser aux Prussiens et de leur demander de revenir sur les stipulations acceptées, en autorisant la présence d'un corps plus considérable sur ce côté-ci de la Loire; déplorable mais inévitable démarche à laquelle il fallut bien se résoudre.

L'autorisation fut accordée par nos anciens adversaires, dont les intérêts matériels se trouvaient en jeu, d'ailleurs, et dont les intérêts politiques étaient identiques à ceux du gouvernement de Versailles.

C'était un grand point. Le retour des troupes prisonnières en Allemagne allait compléter, dans les conditions financières stipulées à l'avance, le résultat que M. Thiers, avec sa prévoyance éclairée, recherchait avec tant d'empressement et d'ardeur.

L'armée active de Versailles, placée sous le commandement en chef du maréchal de Mac-Mahon, duc de Magenta, ne fut, dans le principe, composée que de trois corps d'infanterie avec leurs annexes d'artillerie et de génie, et d'un quatrième corps composé de cavalerie. Plus tard et au retour des troupes prisonnières, elle fut portée à un effectif plus considérable, et ce fut avec ces forces nécessaires au succès qu'on put frapper ces derniers coups sous lesquels succomba la formidable insurrection parisienne.

Indépendamment de cette armée active, commandée par le maréchal de Mac-Mahon, une armée de réserve était spécialement chargée de garder le lieu où résiderait l'Assemblée nationale. Cette dernière, placée sous le commandement du

général Vinoy, récemment nommé grand chancelier de la Légion d'honneur, devait être composée de trois divisions.

A la suite des premières journées de lutte que nous avons racontées, les dispositions respectives étaient celles-ci : les troupes régulières occupaient le plateau de Châtillon, la terrasse de Meudon, les redoutes de Breteuil et de Montretout, le Mont-Valérien, les hauteurs de Courbevoie, et tendaient, suivant le plan adopté, à gagner du terrain du côté d'Asnières, tandis qu'à l'extrémité opposée du demi-cercle dans les limites duquel elles manœuvraient, leur cavalerie tenait les plaines situées en face de l'Hay, Thiais et Chevilly, et finalement fut disposée sur trois lignes de profondeur : La première à Juvisy, à Longjumeau et à Palaiseau ; la seconde à Athis, Mons et Villeneuve Saint-Georges, de telle sorte que les communications avec la province fussent à la fois coupées de ce côté, comme elles l'étaient de l'autre, aux partisans de la Commune.

Les fédérés occupaient les forts d'Issy, de Vanves, de Montrouge, le plateau des Hautes-Bruyères, les forts de Bicêtre et d'Ivry. Leur ligne de combat se reliait par Vincennes à la zone neutralisée ou occupée par les Prussiens.

Possesseurs de l'enceinte continue, ils occupaient, de l'autre côté, en ayant des fortifications, Neuilly, Levallois-Perret, et les berges de la Seine, jusqu'à la hauteur d'Asnières.

Pour l'armée régulière, l'intérêt était de se rapprocher peu à peu de l'enceinte, de s'emparer successivement des forts de Vanves, d'Issy et de Montrouge, des hauteurs de Courbevoie, des positions de Neuilly et d'Asnières, et enfin, après avoir rejeté les fédérés en dedans de l'enceinte fortifiée de Paris, d'en faire les approches suivant les règles de l'art, et de donner sur plusieurs points un assaut décisif que supporteraient difficilement les défenseurs fatigués de la Commune.

Toutefois, ce dernier plan, qui devait entraîner des lenteurs et exigeait un chiffre de troupes plus considérable que celui dont on pouvait disposer dans le principe, ne fut adopté que lorsqu'une première expérience eut prouvé que, grâce au nombre plus grand qu'on ne l'avait supposé des ennemis que l'on avait à combattre, un coup de main était absolument impossible.

On s'aperçut bientôt aussi à Versailles que les diversions intérieures de la garde nationale fidèle, mouvements que des officiers bien intentionnés de cette garde avaient fait espérer dans leurs cor-

resondances, ne pourraient très-probablement pas se réaliser ou ne se produiraient que lorsque, les troupes ayant franchi l'enceinte, elles seraient, quoique précieuses encore, d'une utilité infiniment moins grande.

Une tentative sur les deux ponts de Neuilly et d'Asnières fut d'abord résolue et devait avoir pour objet de tâter les fédérés et de reconnaître jusqu'à quel point pouvait aller leur solidité. Ces deux ponts sont d'ailleurs les seules voies ouvertes sur Paris de ce côté, et il eût été fort utile d'y établir des places d'armes qui assurassent aux troupes la possession de cette entrée de la ville. Le régiment de gendarmerie à pied si bravement commandé par le colonel Gremelin reçut l'ordre de se porter sur la caserne de Courbevoie, et d'en déloger trois ou quatre cents fédérés qui y étaient installés. Le mouvement fut appuyé par de l'artillerie ; les gendarmes s'emparèrent de la caserne et rejetèrent derrière la barricade élevée à la tête du pont les gardes nationaux qui alors ouvrirent un feu de mousqueterie très-violent. Ils furent appuyés par les canons qui armaient la seconde barricade et enfilèrent la grande route de Courbevoie. Le Mont-Valérien s'en mêla. Après une rude canonnade, les gendarmes se lancèrent

à l'assaut de la barricade, et les fédérés se replièrent derrière celle de la porte Maillot. Des renforts nombreux leur arrivaient. Ils conservèrent la position d'Asnières, rompirent le pont de bateaux qui y conduisait, et déployèrent des masses considérables entre Levallois et les berges de la Seine. Les brigades Besson et de Galiffet furent engagées dans cette journée. Le lendemain, la lutte recommença. Toute la nuit, des bataillons de garde nationale et des convois de munitions avaient été envoyés à la porte Maillot. On plaçait des pièces de 12 sur le rempart, mais le Mont-Valérien gênait beaucoup ce travail, et le colonel Locknès qui y commandait ne perdait pas une occasion d'inquiéter les fédérés. Il s'agissait pour les troupes de Versailles de s'emparer de la seconde barricade, celle de la rive droite, c'est-à-dire d'emporter la tête du pont sur Paris, et les premières maisons de Neuilly, à droite et à gauche de la route. Au point du jour, les éclaireurs fédérés vinrent signaler l'absence complète des troupes à la barricade et sur le pont. Un détachement de gardes nationaux sortit de l'enceinte pour réoccuper ces positions ; mais les troupes régulières étaient postées dans les maisons de Courbevoie. Elles en sortirent, et des mitrailleuses fu-

rent démasquées. Les fédérés se retirèrent en désordre; toutefois des renforts nombreux leur arrivaient et douze pièces de canon tonnaient sur les remparts, tandis qu'une nombreuse artillerie leur répondait du côté des Versaillais. La mêlée fut vive aux alentours du pont; un caisson y sauta; le général Besson y fut tué, le général Pechot gravement blessé, ainsi que son aide de camp. Le général Montaudon, lui aussi légèrement atteint, avait divisé ses forces en deux colonnes, pour s'emparer des maisons d'angle, côté de Puteaux et côté de Courbevoie. Il y réussit et termina le combat fort tard, en occupant le pont de Neuilly, la barricade et une partie de l'avenue de Courbevoie: les pertes des deux côtés étaient assez sensibles.

A partir de ce moment, la lutte sur ce point se concentra longtemps et fut en quelque sorte stationnaire. Mais malgré les efforts des fédérés, les troupes régulières surent se maintenir, non sans difficulté, dans les maisons de Neuilly, où elles s'étaient logées. Elles avancèrent même peu à peu à travers tous les obstacles qu'on leur opposait. Dans tous les cas, l'essentiel était qu'elles conservassent ce point important qui forçait les fédérés à une surveillance incessante.

Mais, du côté d'Asnières, il fallait nécessairement gagner du terrain.

Il y avait entre Courbevoie et Asnières une assez vaste construction moderne, jadis appelée villa Orsini, du nom de son propriétaire, célèbre maintenant sous le nom de château de Bécon. M. Thiers devait la connaître d'autant mieux qu'en 1855 il l'avait habitée durant une saison, et s'y était retiré pour y travailler à son *Histoire du Consulat et de l'Empire*. Ce château de Bécon servait d'avant-poste et d'observatoire aux bataillons fédérés qui occupaient Asnières; ils en avaient crénelé les murs, et de plus ils avaient élevé une barricade sur la route, entre cette habitation et Courbevoie.

On voulait enlever cette position; on tenta une surprise de nuit, et la garnison de Courbevoie s'avança sur la route jusqu'à la barricade, suivie d'une compagnie du génie. Les fédérés étaient sur le qui-vive; ils donnèrent l'alarme; mais l'armée régulière persista dans son entreprise, et les soldats du génie eurent assez promptement écarté les obstacles. Malheureusement on ignorait à quel point les bâtiments du château et les murs du parc avaient été fortifiés; les gardes nationaux s'y retranchèrent et ouvrirent un feu très-violent et très-